

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD

4 rue de Dijon
Port Edouard Herriot - BP 7125
69007 Lyon

Références : 2025.230
Code AIOT : 0005504212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD implanté Rue Henri Ragot Z.I. de Calouët 22600 Loudéac. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement STEF de Loudéac s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de la DREAL Bretagne ayant pour objectif de vérifier le respect sur le terrain des prescriptions réglementaires applicables aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD
- Rue Henri Ragot Z.I. de Calouët 22600 Loudéac
- Code AIOT : 0005504212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise STEF exploite actuellement des entrepôts frigorifiques qui ont été autorisés par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 1979, puis par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2006.

Actuellement, le groupe STEF est en cours de restructuration et, dans ce cadre, souhaite développer le site de Loudéac en l'agrandissant. Compte tenu de sa taille et de son positionnement, ce projet doit faire l'objet d'une procédure de demande d'autorisation environnementale.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stock de NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6, 20, 39, 52	Demande d'action corrective	3 mois
4	Visite annuelle des installations NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
5	Vannes et tuyauteries NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan des zones de sécurité NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41	Demande d'action corrective	3 mois
7	Détection	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
8	Etanchéité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	installations NH3		
9	Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 17/06/2025 sur le site de Loudéac a mis en évidence plusieurs écarts importants de natures diverses.

En particulier, il est apparu que l'exploitant n'était pas en capacité d'indiquer rapidement quelle était la quantité précise d'ammoniac effectivement présente sur site. Cette imprécision ayant été source de retard dans l'intervention des secours en 2023, lors d'un accident ayant eu lieu sur un autre site géré par l'exploitant, l'inspection demande à ce que ce point soit résolu rapidement. Par ailleurs, une actualisation de l'étude d'implantation des détecteurs "ammoniac" a mis en évidence qu'il était nécessaire de compléter le dispositif existant. La réalisation des travaux nécessitera la mise à jour du plan des zones sensibles.

D'autre part, l'inspection constate que les tests d'asservissement permettant de contrôler le bon fonctionnement des alarmes, mise en sécurité et arrêt d'urgence de l'installation frigorifique en cas de dépassement des seuils d'alerte en ammoniac n'ont pas été réalisés et que certains affichages, consignes et listes d'éléments importants pour la sécurité doivent être complétés.

Enfin, l'inspection rappelle à l'exploitant que l'étude de dangers réalisée dans le cadre de son projet d'extension devra prendre en compte le retour d'expérience de l'accidentologie du groupe, notamment en ce qui concerne l'existence d'accident ayant conduit à des fuites d'ammoniac suite à la rupture de canalisations non situées dans la salle des machines de l'installation frigorifique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock de NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Stock de NH3
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 09/01/2006 autorise l'entreprise à disposer de 7 tonnes d'ammoniac. Le 17/06/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir l'information relative à la quantité d'ammoniac présente sur site. L'exploitant a alors présenté un fichier listant les mouvements de fluide au cours du temps. En particulier, ce document indique une évaluation des pertes d'ammoniac associées aux purges d'huile ainsi que les quantités d'ammoniac ayant été rajoutées dans l'installation.

L'inspection constate que, si la quantité d'ammoniac effectivement présente sur site est bien de 7 tonnes alors la prise en compte des mouvements indiqués sur ce fichier a pour conséquence de démontrer que l'exploitant détient aujourd'hui 8,8 tonnes d'ammoniac et qu'il ne respecte pas l'arrêté préfectoral du 09/01/2006.

Toutefois, après interrogation de son prestataire frigoriste, l'exploitant a précisé qu'à l'occasion d'une intervention technique réalisée en 2021, il avait été mesuré que, à ce moment, la quantité d'ammoniac présente dans ses installations frigorifiques était égale à 5 tonnes.

De ce fait, en tenant compte des mouvements de fluide indiqués dans le fichier de l'exploitant depuis 2021, la quantité d'ammoniac présente sur le site au moment de l'inspection serait de l'ordre de 6,6 tonnes.

L'inspection constate que l'exploitant ne dispose actuellement pas d'un état lui permettant de connaître facilement la quantité précise d'ammoniac présente sur son site de Loudéac.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un outil qui lui permette de connaître en permanence quelle est la quantité d'ammoniac effectivement présente sur son site.

Il lui est rappelé que cette information est importante pour déterminer les zones susceptibles d'être impactées par des effets en cas de fuite de fluide.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance des installations NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations NH3

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis :

- une lettre, datée du 03/02/2025, dans laquelle le directeur du site STEF Logistique Bretagne Sud de Loudéac désigne le responsable technique de l'entreprise comme étant la personne chargée de la surveillance de l'exploitation des installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac;
- les attestations de formation des 5 personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation frigorifique.

Le 17/06/2025, l'inspection a constaté que l'exploitant répondait aux attendus réglementaires en matière de désignation et de formation des personnels intervenant sur l'installation frigorifique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6, 20, 39, 52

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes

Prescription contrôlée :

Article 6 :

De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.

Article 20 :

[...] Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et doivent faire l'objet de consignes particulières.

Article 39 :

[...] L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. [...]

Article 40 :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

Article 52 :

Les opérations pouvant présenter des risques (manipulation, etc.) doivent faire l'objet de consignes écrites tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni

- les procédures n° 4360, 4370 et 4380 qui décrivent les actions devant être réalisées en cas de fonctionnement normal de l'installation frigorifique fonctionnant à l'ammoniac ou de mise à l'arrêt de courte ou longue durée ;
- le rapport de l'audit de conformité ayant été réalisé le 27/05/2025 par l'entreprise spécialisée ESPAM Centre Est.

Le 17/06/2025, l'exploitant a également présenté :

- un document dans lequel sont listés les éléments qu'il considère comme importants pour la sécurité de son installation frigorifique (pressostats, soupapes, arrêts d'urgence, niveaux

hauts, centrale de détection incendie, extracteurs, indicateur de vent, équipements de protection) ; il précise notamment que les travaux de changement de condenseurs actuellement en cours vont nécessiter de mettre à jour la liste des EIPS ;

- un document décrivant les règles devant être observées lors du transport des bouteilles d'ammoniac.

Par ailleurs, le jour du contrôle, l'inspection a constaté l'affichage sur la porte de la salle des machines de l'installation frigorifique de consignes de sécurité.

Celles-ci indiquent notamment :

- les risques de l'ammoniac ;
- l'interdiction d'apporter une source d'ignition ;
- les actions à réaliser en cas d'accident (alerte, évacuation) ainsi que les moyens d'extinction disponibles ;
- les numéros devant être composés pour avertir les services de secours ;
- les noms et coordonnées des personnes et organismes pouvant être appelés pour résoudre un problème technique ;
- les équipements de sécurité devant être portés avant de pénétrer dans la salle des machines ou en cas d'intervention sur les condenseurs ;
- le sens de fermeture des vannes.

L'inspection a également constaté la présence d'étiquette sur le circuit frigorifique permettant d'identifier certains équipements, notamment les EIPS.

Par ailleurs, l'exploitant a également présenté à l'inspection l'outil informatique utilisé pour réaliser la programmation des automates utilisés pour conduire l'installation frigorifique ainsi que les principaux éléments contrôlés conformément à la procédure n° 4360 « Règles de conduite de l'installation : marche normale/contrôles ».

Après examen des différents documents décrits ci-dessus, l'inspection constate que :

- **l'audit de conformité identifie des écarts, notamment au niveau des consignes existantes et de la liste des EIPS ;**
- **les détecteurs « incendie » et « ammoniac » ainsi que la centrale de détection ammoniac ne sont pas identifiés dans les EIPS ;**
- **les coordonnées des personnels STEF formés à la conduite de l'installation frigorifique n'apparaissent pas sur la liste des contacts affichée sur la porte de la salle des machines.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant :

- de compléter les procédures existantes en tenant compte des remarques ayant été faites lors de l'audit de conformité du 23/05/2025 (prise en compte des actions réalisées par les automates) ;
- d'actualiser la liste des EIPS ;
- de compléter la liste des contacts pouvant intervenir en cas de problème sur l'installation frigorifique en indiquant les coordonnées des techniciens de maintenance STEF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Visite annuelle des installations NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Visite annuelle des installations NH3

Prescription contrôlée :

[...]

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis l'audit de conformité des installations frigorifiques, réalisée le 27/05/2025 par la société ESPAM Centre Est, spécialiste du suivi en exploitation des équipements sous pression frigorifiques.

Ce document indique la présence de plusieurs écarts, tant au niveau de la signalétique, qu'au niveau de la mise à jour de la liste des EIPS ou au niveau de la réalisation des contrôles réglementaires (foudre, bruit, électricité, détection incendie).

Le 17/06/2025, l'exploitant a présenté à l'inspection l'outil utilisé par le groupe STEF, tant au niveau local, qu'aux niveaux régional et national, pour établir un plan d'action visant à mettre en œuvre les travaux nécessaires à la résorption des écarts.

Suite à la présentation de documents justificatifs, l'inspection constate que l'exploitant a répondu aux remarques concernant :

- le contrôle semestriel de la détection incendie,
- la vérification des installations électriques,
- le volume de la rétention « ammoniac » présente dans la salle des machines ;
- la mesure de bruit dans l'environnement (prestation réalisée en juin 2025, en attente du rapport).

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué en séance qu'il pensait pouvoir corriger la plupart des écarts avant fin septembre 2025 sauf en ce qui concerne les travaux nécessaires à la mise en conformité Foudre qui seront réalisés par une autre filiale STEF (STEF immo). Dans ce cas, une budgétisation sur l'année 2026 peut être nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments ayant été présentés, l'inspection demande à l'exploitant de poursuivre les actions nécessaires à la résorption des écarts, qu'ils aient été identifiés par la société EPSAM Centre Est ou par les autres prestataires (notamment au niveau de ses installations électriques).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Vannes et tuyauteries NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes et tuyauteries NH3
Prescription contrôlée : Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
Constats : L'audit réalisé le 27/05/2025 indique le fait que l'accessibilité à certaines vannes doit être améliorée ainsi que la signalétique sur certains équipements (vannes, tuyaux, portes). Par ailleurs, le 17/06/2025, l'inspection a constaté que l'indication concernant le sens de fermeture des vannes n'était pas présente au niveau des équipements. Cette information est cependant affichée sur les portes desservant d'une part, la salle des machines et, d'autre part, l'espace situé à proximité des cellules n° 5 et 6 dans lequel se trouvent les vannes placées sur le circuit d'ammoniac.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier l'accessibilité aux tuyauteries et vannes ainsi que les informations devant être présentées sur ces équipements. En particulier, le sens de fermeture des vannes devra être noté de façon indélébile sur celles-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan des zones de sécurité NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones de sécurité NH3
Prescription contrôlée : Les zones de sécurité sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. Les risques présents dans ces zones peuvent induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site. L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité à l'intérieur de l'installation. Il tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones [...]. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...] L'exploitant doit pouvoir interdire, si nécessaire, l'accès à ces zones.

<p>Constats :</p> <p>Le 17/06/2025, l'exploitant a indiqué que son installation frigorifique était constituée d'un circuit direct : l'ammoniac circule donc dans la quasi-totalité des tuyauteries présentes sur le site.</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan des points sensibles de son établissement.</p> <p>L'inspection constate que, sur ce document, la salle des machines, les tuyauteries servant à faire circuler l'ammoniac, la zone correspondant au positionnement de vannes entre les cellules n°5 et 6 ainsi que les évaporateurs sont identifiés en jaune, couleur choisie pour représenter le risque lié à la présence d'ammoniac.</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un plan présentant la globalité des zones de sécurité liées au risque « ammoniac ».</p> <p>Toutefois, l'inspection a constaté que celui-ci n'existe actuellement qu'au format informatique, sur le serveur de l'exploitant. Il ne serait donc pas forcément facilement accessible pour les services de secours si ceux-ci doivent intervenir en heures non ouvrées.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a également observé que seul le personnel autorisé pouvait accéder à la salle des machines ou au jeu de vannes situées entre les cellules n° 5 et 6.</p> <p>Le risque « ammoniac » apparaît clairement sur les portes interdisant l'accès à ces zones particulières. Cependant, les consignes de sécurité ne sont affichées qu'au niveau de la salle des machines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de veiller à l'affichage de la totalité des consignes de sécurité au niveau des portes qui interdisent l'accès aux zones concernées par le risque « ammoniac ».</p> <p>Par ailleurs, l'inspection conseille à l'exploitant de prendre contact avec le SDIS22 (service Prévention) afin de déterminer avec celui-ci quel est le format et l'emplacement le plus adapté en situation accidentelle pour mettre à disposition des secours les informations relatives aux zones sensibles présentes dans l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Détection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable.</p> <p>[...]</p> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de</p>

contrôle.
[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni :

- le plan des zones sensibles de l'entreprise qui indique notamment le positionnement de 9 détecteurs NH₃ et d'une centrale spécifique ;
- l'étude préalable à l'implantation des capteurs ammoniac, réalisée 31/08/2011 qui décrit, d'une part, ce qui peut s'apparenter à une doctrine interne STEF en matière de positionnement de détecteurs ammoniac et, d'autre part, la situation effectivement présente sur le site de Loudéac (qui n'applique pas totalement l'approche précédemment présentée et indique la présence de 8 détecteurs « ammoniac ») ;
- le rapport de contrôle de l'installation de détection ammoniac réalisé le 21/01/2025 par la société TELEDYNE OLDHAM-SIMTRONICS ; ce document indique la présence de 8 capteurs associés à la centrale de détection « ammoniac » ;
- l'analyse de conformité réalisé par la société ESPAM Centre Est le 27/05/2025.

Après étude de ces documents, l'inspection constate que :

- le nombre de détecteurs « ammoniac » représentés sur le plan des zones sensibles (9) n'est pas identique à celui identifié dans le rapport de contrôle de la centrale de détection « ammoniac » ;
- l'audit de conformité de mai 2025 relève la présence de plusieurs écarts au niveau de l'installation de détection ammoniac (mise à jour du listing des détecteurs, réglage du 2^{ème} seuil d'alarme, absence de réalisation des tests des asservissements).

En complément, le 17/06/2025, l'exploitant a indiqué être en fin d'installation des condenseurs nécessaires à la réalisation de son projet d'extension et a fourni l'étude préalable à l'implantation des capteurs ammoniac, réalisée le 16/12/2024 par la société Atlantic Refrigeration Consulting dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers.

Ce document indique que le réseau de détecteurs ammoniac actuellement en place doit être complété et précise les spécifications du nouveau dispositif, notamment en ce qui concerne les valeurs des seuils de détection, le nombre, le type et l'emplacement des détecteurs devant être installés dans les différents locaux concernés par le risque ammoniac (salle des machines, terrasse de la salle des machines, combles techniques).

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le dépassement des seuils d'alerte ammoniac a pour conséquence immédiate de déclencher une alarme au niveau des téléphones des personnels d'astreinte ainsi qu'une alarme sonore en différents points de l'entreprise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à l'adaptation de son réseau de détection du risque « ammoniac » (ajout de détecteurs, ...).

Le plan des zones sensibles devra alors être mis en cohérence avec les éléments effectivement implantés sur site.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre rapidement à l'inspection un document attestant du bon

fonctionnement des tests d'asservissements qui permettent de vérifier le déclenchement des alarmes et des actions de mise en sécurité et d'arrêt de l'installation frigorifique en cas de dépassement des seuils d'alerte « ammoniac »
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.[...] Article 5.8 de la norme EN 378-3 : Système frigorifique et pompe à chaleur- exigences de sécurité et d'environnement : Toutes les tuyauteries et conduites de ventilation traversant les murs, plafonds et planchers des salles des machines doivent être scellées lorsqu'elles traversent les murs, plafonds ou planchers. Le joint d'étanchéité doit avoir une résistance au feu au moins équivalente à celle des murs, plafonds ou planchers
Constats : L'article 3 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 applicable aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique ICPE n° 4735 indique que la salle des machines doit être conforme aux normes en vigueur, en particulier à la norme NF EN 378-3 qui décrit les exigences devant être respectées par les systèmes frigorifiques. Ce texte indique que les passages de tuyauteries au travers des murs de la salle des machines doivent être rebouchés. Or, le 17/06/2025, l'inspection a constaté que les parois de la salle des machines étaient traversées par des canalisations et que le mur de la salle des machines n'avait pas été rebouché, ce qui compromet l'étanchéité de ce local en cas de fuite d'ammoniac.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de calfeutrer les espaces existant dans le mur de la salle des machines au niveau du passage des canalisations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans.
Constats : Les risques associés aux activités réalisées sur le site STEF de Loudéac, et en particulier ceux provenant de l'installation frigorifique fonctionnant à l'ammoniac, sont décrits dans une étude de dangers datée de 2001. Dans ce document, les distances des zones d'effets irréversibles et létaux sont déterminés à partir du guide d'étude des risques technologiques de l'A.F.F. édition avril 1999. Suivant les scénarios retenus, les effets irréversibles peuvent être ressentis au sol jusqu'à 297 m de la sortie des condenseurs positionnée en extérieur. Aucune représentation graphique n'est associée cependant il est clair que ces effets sortent des limite du site industriel. Actuellement, STEF fait évoluer les équipements utilisés dans le cadre de la production de froid et a pour projet de réaliser une extension de ses stockages frigorifiques. Ce projet nécessite un dossier de demande d'autorisation environnementale dans lequel l'étude de dangers existantes sera mise à jour. En particulier, l'inspection rappelle à l'exploitant que celle-ci doit prendre en compte le retour d'expérience de l'entreprise en matière d'accidentologie et tout particulièrement les enseignements liés à la fuite d'ammoniac observée le 22/09/2023 sur le site similaire de Pontivy (dû à une rupture de canalisation en dehors de la salle des machines).
Type de suites proposées : Sans suite